« *Audit* » et dette souveraine

Le gouvernement instable de Françoise BAYROU cherche à combler la dette souveraine de la France de 40 milliards d'euros par tous les moyens y compris par le referendum ! **Pourquoi cette dette ? Nul ne le sait, nul ne le dit.** Pourtant, par un « *audit* » indépendant et bien mené, les Français sauraient d'où vient la dette et comment la combler. **Cet « *audit* » a été réclamé dès longtemps par le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. Convergence** à l'instar d'autres organisations et associations qui ne sont pas des fariboles.

D'où vient la dette ? Il ne faut pas être grand clerc pour s'en douter. **Les agences - de conseil - capitalistes qui ont les oreilles des politiques au pouvoir** savent les conseiller ; bien sûr, en se faisant rétribuer par les oreilles attentives, complaisantes et obéissantes, mais aussi par les entreprises capitalistes, elles aussi, et d'envergure, recommandées si chaudement par ces agences friandes en conseils. Ces entreprises, si bien introduites auprès des politiques au pouvoir, touchent, sans contrepartie, des subventions substantielles versées par l'État, quitte à délocaliser leurs installations au bout de quelques années, sans remords et en laissant leurs employés au chômage. La plupart du temps, **ces grosses entreprises, qui se barrent, sans mot dire, du territoire français, ont utilisé une partie de leurs « subventions » pour verser leurs dividendes à leurs actionnaires**, des capitalistes, eux aussi, et rentiers du travail des autres. Cela fait **beaucoup de capitalistes qui s'engraissent aux dépens des contribuables français !** Les agences de conseil, les chefs d'entreprises subventionnés, leurs actionnaires-rentiers ... Ces malheureux contribuables qui payent leurs impôts directs et indirects régulièrement ne savaient pas qu'une partie des sommes versées étaient destinées à faire se bâfrer leurs exploiters ! Une grande partie de l'argent ainsi détourné se retrouve dans les paradis fiscaux où d'autres bonnes affaires peuvent être menées : **trafics illicites de substances toxiques, d'armes voire de tout ou partie d'êtres humains ...**

L'« *audit* » indépendant mettrait en évidence le détournement « légalisé » des impôts des contribuables et révélerait l'illégitimité de ces pratiques.

Une fois établie par l'« *audit* », la dette souveraine avec ses bons côtés, les investissements à long terme, pour l'énergie, pour les transports, pour l'aménagement du territoire, pour la défense nationale, pour la santé, la recherche voire l'éducation, *i.e.* l'Ecole républicaine, ... et ses insupportables dérives, **la représentation nationale, i.e. le pouvoir législatif, établira ce qui est la bonne dette et ce qui est la mauvaise.** Il lui restera à déterminer ce que l'on fait du constat : on laisse en l'état ? On punit les fautifs ? On ne rembourse qu'une partie de la dette souveraine ? Pour leur part, les SNCA e.i.L. Convergence et Syndicats e.i.L. Convergence maintiennent ce qu'ils ont toujours dit : **ne pas rembourser la mauvaise dette et renégocier la bonne en ré-échelonnant son remboursement.**

Il n'est pas interdit, non plus, de demander des comptes aux politiques qui, au pouvoir, ont oublié les intérêts de l'Etat et ceux des citoyens. Ni, non plus, de poursuivre les bénéficiaires du rapt des impôts des citoyens pour leur faire rendre gorge.

Capitalismus delendus est.